



AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
00000069/AONR/MINEE/CIPM/2026 DU 16 JUIN 2026

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ETUDES POUR LA REALISATION DES ETUDES
EN VUE DE L'AMELIORATION DU CADRE REGLEMENTATAIRE DE LA MASTRISE DE
L'ENERGIE DANS LES BATIMENTS ET GOUVERNANCE (COMPOSANTE 1 DU PROGRAMME
D'ECONOMIE D'ENERGIE DANS LES BATIMENTS PUBLICS)**

FINANCEMENT : BIP MINEE 2026

Maître d'Ouvrage : Ministre de l'Eau et de l'Energie

1. Objet de l'Appel d'Offres

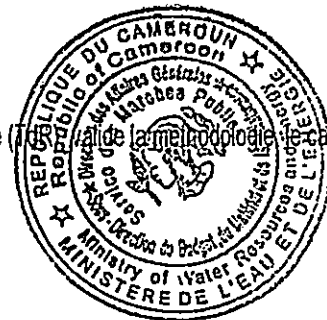
Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Eau et de l'Energie, exercice 2026, le Ministre de l'Eau et de l'Energie, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un Cabinet d'études pour la réalisation des études en vue de l'amélioration du cadre réglementaire de la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments et de sa gouvernance (Composante 1 du programme d'économie d'énergie dans les bâtiments publics).

Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt N° 00000011/ASMI/MINEE/SG/DERME/2026 du 26 janvier 2026 pour la sélection des Cabinets d'études pour la réalisation des études en vue de l'amélioration du cadre réglementaire de la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments et de sa gouvernance (Composante 1 du programme d'économie d'énergie dans les bâtiments publics) et de son Additif N°1 du 23 février 2026.

2. Consistance des prestations

Les prestations ci-après sont attendues :

- Rapport de cadrage : Il officialise la compréhension des Termes de Référence (TdR) et de la méthodologie de calendrier et le plan de travail
- Diagnostic et Analyse de l'Existant (Inventaire et Écart)
 - o Diagnostic législatif et réglementaire approfondi
 - o Analyse du cadre institutionnel
 - o Analyse comparative Internationale
- Cadre réglementaire et normalif (Production des textes)



- Élaboration du Code de maîtrise de l'énergie dans les Bâtiments publics
- Développement des Normes Minimales de Performance Énergétique (MEPS)
- Conception du Système d'Étiquetage Énergétique
- Rédaction des instruments juridiques d'application
- Développement des outils de gouvernance, d'incitation et de contrôle (Mise en œuvre)
 - Intégration de la maîtrise de l'énergie dans la commande publique
 - Conception du système de Mesure, Rapport et Vérification (MRV)
 - Mise en place des mécanismes de financement et d'incitation
- Renforcement des capacités et stratégie de mise en œuvre (Pérennisation)
 - Élaboration du Plan de Capacitation (Formation)
 - Conception de la Stratégie de Communication et de Sensibilisation
 - Planification de la mise en œuvre

3. Tranches/Allotissement

Les prestations, objet du présent Avis d'Appel d'Offres vont s'exécuter en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : *quatre-vingt millions (80 000 000) de francs CFA.*

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de cette prestation est de cinq (05) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Lieu d'exécution des prestations

Les bâtiments publics administratifs de l'Etat du Cameroun.

7. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte à la liste ci-après :

N°	Nom du Cabinet d'Etudes	Adresse
1	Groupement PIPO ENGINEERING – ENGINEERS & DESIGNERS (ENDES)	B.P: 4365 Douala Tél : 653 49 03 72
2	FINANCIAL HOLDING COMPANY SARL	B.P: 1158 Yaoundé Tél : 675 13 40 37 / 655 86 73 54
3	Groupement KAMER ENGINEERING SOLUTIONS SARL (KES SARL) et KES ENERGY & CARBON (KES E&C)	B.P. 4489 Douala Tél : 699 42 95 89 / 677 51 08 24
4	POLYGONE SARL	B.P. 33 872 Yaoundé Tél : 696 56 40 95 / 679 34 16 11

8. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Eau et de l'Energie, exercice 2026, imputation 60 32 343 0 33000003 0133 3618

9. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement la soumission en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet



Ry

de l'ARMP (www.armp.cm).

10. Cautiion de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, timbrée au tarif en vigueur, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le cadre des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à un million six cent mille (1 600 000) francs CFA et valable trente (30) jours à compter de la date de remise de validité des offres. Ladite caution doit être accompagnée du reçu de la CDEC, conformément aux dispositions réglementaires en place. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

11. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR de l'immeuble ministériel N°1, porte 03T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 22 61 83, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

12. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres National Restreint (DAONR) peut être obtenu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR de l'immeuble ministériel N°1, porte 03T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 22 61 83, dès publication du présent avis moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de quatre-vingt mille (80 000) Francs CFA.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, Téléphone, etc.).

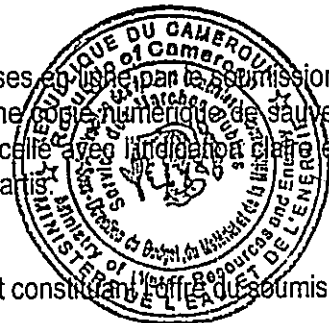
Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

13. Remise des offres

Les offres sont rédigées en français ou en anglais, et exclusivement soumises en ligne par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 10 juillet 2026 à 10 Heures. Une copie numérique de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers soumis en ligne

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :



- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des fichiers numériques tel que spécifié au point 13 du présent AAO. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les fichiers portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les documents parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les documents sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les documents non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission (assortie d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC) délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivi dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique supérieure ou égale à 80 points sur 100.

L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, le 10 juillet 2026 à partir de 11h 00 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés, (CIPM) auprès du MINEE dans la salle de réunion sise au Bâtiment Annexe N°2 du MINEE à MVOG ADA abritant la Commission Interne.

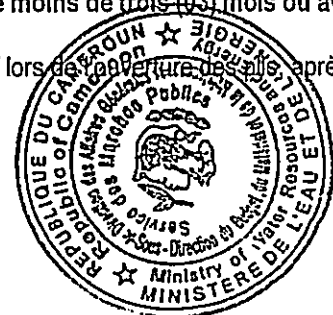
Seuls les soumissionnaires peuvent prendre part à cette séance d'ouverture ou se faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Le défaut de présentation de l'offre financière témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de passation des Marchés.

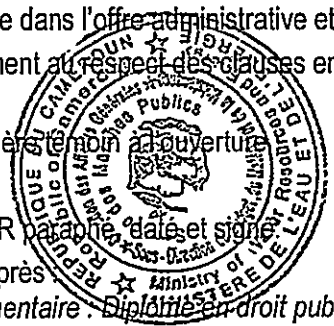
Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. Critères d'évaluation



- b) Non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- c) Les Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- d) La Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- e) L'Absence de la capacité financière supérieure ou égale à : \geq vingt quatre millions (24 000 000) francs CFA.
- f) L'Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années (dans l'offre technique) ;
- g) Le Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- h) L'Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- i) L'Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- j) L'Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- k) La Présence des informations financière dans l'offre administrative et technique ;
- l) L'Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- m) L'Absence d'une copie de l'offre financière témoin à l'ouverture ;
- n) L'Absence de la clé de sauvegarde ;
- o) La Non acceptation du CCAP et du TDR paraphé, daté et signé ;
- p) Non-respect du profil du personnel ci-après :
 - o Un (01) Expert Juriste /Réglementaire Diplômé en droit public ou équivalent (Bac+5), au moins (07) ans d'expérience et avec trois (03) références dans les projets d'élaboration des textes/cadre réglementaire et documents de politiques publiques.



16.2- Critères essentiels

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

N°	CRITERES ESSENTIELS	Notation (Points)
1	Présentation générale de l'offre	3
2	Références du soumissionnaire	15
3	Qualification et compétence des experts	50
4	Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR	22
5	Moyens matériels et logistiques	10
TOTAL		100

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM = Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100$$

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers et/ou esthétiques.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant la durée de 120 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables soit à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés publics du MINEE Tél : 222 22 61 83, soit à la Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP ou le MO au numéro 222 22 61 83.

Yaoundé le, 16 JUIN 2026

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie
Maître d'Ouvrage

Ampliations:

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication) ;
- CIPM/MINEE (pour information) ;
- DAG/SMP (pour archivage) ;
- Affichage (pour information) ;
- DERME (pour information).



G. Eloundou Essomba Gaston
Eloundou Essomba Gaston



NOTICE OF INVITATION TO TENDER

RESTRICTED NATIONAL TENDER NOTICE
No. 0000011/ASMI/MINEE/SG/DERME/2026 OF 16 JUNE 2026
FOR THE RECRUITMENT OF STUDY FIRM FOR THE CONDUCT OF STUDIES AIMED AT IMPROVING THE REGULATORY FRAMEWORK FOR ENERGY MANAGEMENT IN BUILDINGS AND GOVERNANCE (COMPONENT 1 OF THE ENERGY SAVINGS PROGRAM IN PUBLIC BUILDINGS)

FINANCING: MINEE 2026 PIB

PROJECT OWNER: Minister of Water Resources and Energy

1. Subject of the Tender

As part of the execution of the Public Investment Budget of the Ministry of Water Resources and Energy for the 2026 financial year, the Minister of Water Resources and Energy, Project Owner, is launching a Restricted National Tender for the recruitment of study firm for the conduct of studies aimed at improving the regulatory framework for energy management in buildings and its governance (Component 1 of the energy savings program in public buildings).

This tender follows the Call for Expressions of Interest Notice No. 00000011/ASMI/MINEE/SG/DERME/2026 of January 26, 2026, for the selection of study firms for the conduct of studies aimed at improving the regulatory framework for energy management in buildings and its governance (Component 1 of the energy savings program in public buildings) and its Addendum No. 1 of February 23, 2026.

2. Scope of Services

The following services are expected:

- Scoping report: formalizes understanding of the Terms of Reference (ToR), validates methodology, schedule, and work plan.
- Diagnosis and Analysis of the Existing Situation (Inventory and Gap Analysis)
- In-depth legislative and regulatory diagnosis
- Analysis of the institutional framework
- International comparative analysis
- Regulatory and normative framework (Production of legal texts)
- Development of the Energy Management Code for Public Buildings
- Development of Minimum Energy Performance Standards (MEPS)
- Design of the Energy Labelling System
- Drafting of implementing legal instruments
- Development of governance, incentive, and control tools (Implementation)
- Integration of energy management into public procurement
- Design of the Measurement, Reporting and Verification (MRV) system
- Establishment of financing and incentive mechanisms
- Capacity building and implementation strategy (Sustainability)
- Development of the Capacity Building Plan (Training)
- Design of the Communication and Awareness Strategy



- Implementation planning.

3. Lots/Allotment

The services, the subject of this Tender Notice, will be executed as a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is: eighty million (80,000,000) CFA francs.

5. Expected Execution Period

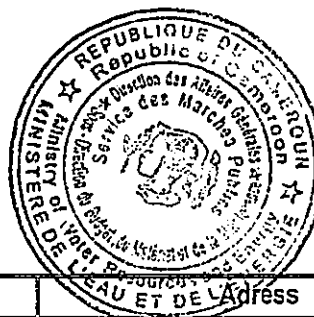
The maximum execution period set by the Project Owner for the performance of these services is cinq (05) months. This period runs from the date of notification of the service order to start the services.

6. Place of Performance of Services

Administrative public buildings of the State of Cameroon.

7. Participation and Origin

Participation in this Tender is restricted to the following list:



No	Name of Study Firm	Adresse
1	Groupement PIPO ENGINEERING – ENGINEERS & DESIGNERS (ENDES)	P.O. Box : 4365 Douala Tel : 653 49 03 72
2	FINANCIAL HOLDING COMPANY SARL	P.O. Box: 1158 Yaoundé Tel: 675 13 40 37 / 655 86 73 54
3	Groupement KAMER ENGINEERING SOLUTIONS SARL (KES SARL) et KES ENERGY & CARBON (KES E&C)	P.O. Box : 4489 Douala Tel : 699 42 95 89 / 677 51 08 24
4	POLYGONE SARL	P.O. Box: 33 872 Yaoundé Tel: 696 56 40 95 / 679 34 16 11

8. Financing

The services subject to this Tender are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Water Resources and Energy for the 2026 financial year, allocation.

9. Submission Method

The submission method chosen for this consultation is exclusively online submission on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.com> and <http://www.publiccontracts.com>, on the ARMP website (www.armp.cm).

10. Bid Bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, paid in cash, stamped at the current rate, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the context of public contracts, the list of which appears in document 13 of the Tender File. The amount of the bond is one million six hundred thousand (1,600,000) CFA francs and is valid for thirty (30) days from the bid submission deadline. The said bond must be accompanied by the receipt from CDEC, in accordance with current regulatory provisions. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced that has no connection with the consultation concerned is

BM

considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

11. Consultation of the Tender File

The physical file can be consulted free of charge at the Ministry of Water Resources and Energy, Directorate of General Affairs, Public Contracts Service, 3rd floor of the TOUR of ministerial building No. 1, door 03T12, P.O. Box 70 Yaoundé, Tel: 222 22 61 83, upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.arnp.cm).

12. Acquisition of the Tender File

The physical version of the Restricted National Tender File (DAONR) can be obtained at the Ministry of Water Resources and Energy, Directorate of General Affairs, Public Contracts Service, 3rd floor of the TOUR of ministerial building No. 1, door 03T12, P.O. Box 70 Yaoundé, Tel: 222 22 61 83, upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable amount for the acquisition of the Tender File of eighty thousand (80,000) CFA Francs.

When collecting the Tender File, bidders must register by leaving their full address (P.O. Box, Fax, Telephone, etc.).

It is also possible to obtain the electronic version of the Tender File by free download at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the Tender File purchase fee.

13. Submission of Bids

Bids must be written in French or English, and submitted exclusively online by the bidder on the COLEPS platform no later than [date] at [time]. A digital backup copy of the bid saved on a USB key or CD/DVD must be transmitted in a sealed envelope clearly marked "backup copy", in addition to the above mention, within the deadlines.

Size and format of files submitted online

The maximum sizes for documents that will transit on the platform and constitute the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

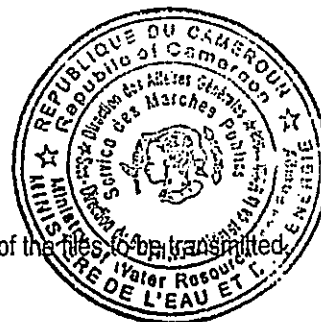
The candidate will take care to use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

14. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in digital files as specified in point 13 of this Tender Notice. The following will be inadmissible by the Project Owner :

- files bearing indications of the bidders' identity;
- documents received after the submission deadlines;
- documents without indication of the Tender identity;
- documents not conforming to the submission method.

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender File will be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond (accompanied by a deposit receipt issued by CDEC) issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the public procurement field, or failure to comply with the models of the documents in the Tender File, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond produced that has no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.



15. Opening of Bids

The opening of bids will take place in two stages:

- The opening of administrative documents and technical bids will take place on [date] at [time] by the Procurement Commission of the Ministry of Water Resources and Energy in the meeting room of the said Commission located on the 2nd floor of Annex Building No. 2 in Mvog Ada-Yaoundé.
- Only the financial bids of bidders who have obtained the qualifying technical score of 80 points out of 100 will be opened on [date] by the same Commission and in the same room at a later date after publication of the technical evaluation results.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single person of their choice duly authorized, even in the case of a company grouping.

Under penalty of rejection, the required documents of the administrative file must be produced as originals or as copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Particular Tender Regulations. They must be dated less than three (03) months from the original bid submission date or have been established after the date of signature of the tender notice.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file during the bid opening after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

16. Evaluation Criteria

16.1 Eliminary Criteria

- Absence or non-conformity of the bid bond during the opening of bids.
- Failure to present a document in the administrative file that was deemed to be non-compliant or missing during the opening of bids (with the exception of the bid bond) after 48 hours.
- False declarations, corrupt practices or falsified documents.
- Technical score below 80 out of 100;
- Absence of financial capacity for an amount equal to or greater than CFA F 24,000,000 (twenty four million).
- Absence of a sworn statement of non-abandonment of contracts during the last three years (in the technical bid);
- Failure to respect the format and size of files for bids submitted online.
- Absence of a quantified unit price in the financial bid;
- Absence of an element of the financial bid (the bid, the price schedule, the priced bill of quantities);
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Presence of financial information in the technical or administrative bid;
- Absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- Absence of a copy of the witness financial bid at the opening session;
- Absence of a backup flash drive;
- Failure to accept the Special Administrative Specifications (CCAP) and ToRs initialled, dated and signed.

16.2 Essential Criteria

The technical bids will be scored according to the following essential criteria:

N°	ESSENTIAL CRITERIA	Score (Points)
1	General presentation of the bid	3
2	Bidder's references	15
3	Qualification and competence of experts	50
4	Proposed methodology in line with the ToR	22
5	Material and logistical resources	10
TOTAL		100

Only the financial bids of Bidders whose technical bids have been declared admissible, following the examination of the conformity of administrative documents (phase 1) and technical evaluation (phase 2), shall be evaluated and scored as follows:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= score on the amount of the Bidder's financial bid;

MMd = Estimated amount of the lowest bid;

MS = Estimated amount of the Bidder.

A weighting shall be made between the technical and financial scores to obtain the final score N (technical and financial score) using the formula below:

$$N = [(80 \times \text{Technical Score}) + (20 \times \text{Financial Score})] / 100$$

17. Award

The Project Owner will award the contract to the bidder presenting the bid evaluated as the most advantageous based on a combination of technical, financial, and/or aesthetic criteria.

18. Bid Validity Period

Bidders remain bound by their bids for a period of 120 days from the initial deadline set for bid submission.

19. Further Information

Further information can be obtained during working hours either at the Directorate of General Affairs / Public Contracts Service of MINEE, Tel: 222 22 61 83, or at the Directorate of Renewable Energies and Energy Management, or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

20. Fight against corruption and malpractice

For any report of corrupt practices, acts, or deeds, please call CONAC at number 1517, the Authority responsible for Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) at numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP or the Project Owner at number 222 22 61 83.

Yaoundé, 6 JUIN 2026

The Minister of Water Resources and Energy
Project Owner

Ampliations :

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication);
- CIPM/MINEE (for information);
- DAG/SMP (for archiving);
- Display (for information);
- DERME (for information)



Aboundou Essomba Gaston